

Le rapport du PNUD 2010 : un cru millésimé ?

Jean-Marie Harribey

12 novembre 2010

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2010/11/12/le-rapport-du-pnud-2010-un-cru-millesime>

Le rapport 2010 (http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2010_FR_Complete.pdf) du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) s'ouvre par ces mots : « Les personnes sont la vraie richesse d'une nation. » (p. 1). C'est la réplique exacte de ce que disait déjà le philosophe Jean Bodin au XVI^e siècle : « Il n'est de richesse que d'hommes. » En cela, le rapport rappelle que le développement n'a de sens que s'il est humain, c'est-à-dire s'il signifie une amélioration du bien-être et des capacités à vivre pleinement des libertés et des droits humains. Une manière d'insister sur le fait que cette qualité de vie n'a qu'un lointain rapport avec la croissance économique.

L'édition 2010 du rapport du PNUD s'inscrit donc dans la lignée de tous les rapports publiés depuis 1990, année où fut inventé l'indice de développement humain (IDH), l'indicateur le plus connu qui concurrence le produit intérieur brut (PIB) ou le revenu national brut (RNB) pour exprimer l'amélioration du bien-être au cours du temps.

Pendant vingt ans, le PNUD a constamment apporté des améliorations à son indicateur, au départ très simple puisqu'il était une moyenne arithmétique du logarithme du revenu par habitant, de l'espérance de vie et du degré d'alphabétisation, puis progressivement complété par d'autres indicateurs concernant la pauvreté, les inégalités entre les sexes/genres...

L'apport principal de ces indicateurs, l'IDH en tête, est de montrer une corrélation très variable entre la croissance du revenu par tête (indicateur exclusivement monétaire) et les autres indicateurs d'ordre qualitatif. Certes, dans les pays développés on trouve généralement des revenus par tête très élevés et des espérances de vie et des degrés d'instruction de haut niveau aussi. Mais il existe de nombreux cas où la progression de l'espérance de vie et d'autres indices de qualité de vie ne correspond pas à des progressions parallèles du niveau matériel de vie. Ainsi, nous dit le rapport du PNUD, des pays comme le Népal, Oman et la Tunisie, ou bien l'Éthiopie, le Botswana, le Bénin et le Burkina Faso affichent de bonnes performances en termes d'IDH tout en restant médiocres en termes de progression de RNB.

Le rapport 2010 offre quelques nouveautés par rapport aux éditions précédentes. Sur le plan de la méthodologie de l'IDH, deux innovations sont introduites. La première est de remplacer la moyenne arithmétique des trois sous-indices (revenu par tête, espérance de vie, éducation) par leur moyenne géométrique. Cela a pour effet de réduire l'influence des niveaux les plus élevés atteints par certains pays. La seconde innovation est d'affiner la mesure du degré d'éducation : on remplace le taux d'alphabétisation par la durée de scolarisation et on remplace le taux brut de scolarisation par la durée attendue de scolarisation définie comme « le nombre escompté d'années de scolarisation pour un enfant, compte tenu des taux bruts de scolarisation actuels » (p. 17).

Ce rapport constitue donc une mine de renseignements statistiques, à la fois d'ordre quantitatif et d'ordre qualitatif. Le rapport annuel du PNUD est devenu en vingt ans une référence incontournable. Mais, en même temps, il laisse dans l'ombre quelques questions essentielles.

Ainsi, le rapport célébrant le vingtième anniversaire de l'IDH et de ses adjacents ne dit pas un mot explicatif de l'événement majeur de la période : l'entrée en crise systémique mondiale, comme si l'évolution du développement humain en était déconnectée. Avec une prudence de Sioux, le rapport avoue : « Nous n'avons pas encore une idée très claire de l'impact que la crise a eu sur les modes de réflexion concernant le développement ; mais, comme plusieurs analyses vont le révéler dans ce Rapport, il existe un retour de balancier vers des politiques publiques qui seront appelées à jouer un rôle plus actif et vers un objectif de développement à visage plus humain. » (p. 24). Il note toutefois que le Consensus de Washington ayant imposé ses plans d'ajustement structurel est insoutenable, qu'une politique de croissance ne peut ignorer la répartition des revenus et que le réchauffement climatique impose de tenir compte de la « durabilité de la croissance » (p. 24).

Autre impensé du rapport : le mot « capitalisme » n'apparaît qu'à trois occasions (p. 6, 77, 129), chaque fois suivi de l'adjectif « oligarchique ». On reconnaît là la rhétorique sur la seule forme de capitalisme qui serait contestable : le capitalisme oligarchique, sans même que cet aspect oligarchique soit défini.

Pourtant, la crise du capitalisme mondial, tant dans ses aspects sociaux qu'écologiques, a ravivé les critiques de la conception de la richesse sous-jacente aux modes d'évaluation traditionnels, comme le PIB ou le RNB. Et que dit le rapport du PNUD ? « La nécessité de reconnaître le travail non rémunéré » (p. 134). Certes, mais comment ? « Le travail non rémunéré, notamment les activités domestiques, la garde des enfants et les soins apportés aux personnes âgées dans les ménages et les communautés, contribue au bien-être et à la croissance économique en suscitant une main d'oeuvre en état de travailler, productive, instruite et créative. Or, les statistiques nationales, en particulier le produit intérieur brut (PIB) et le revenu national brut (RNB), négligent les activités de production domestiques poursuivies principalement par les femmes dans toutes les économies et toutes les cultures. De la même manière, malgré l'importance du travail d'assistance non rémunéré dans la réalisation de nombreux Objectifs du Millénaire pour le développement, ces derniers n'en font pas mention. Cette exclusion du travail d'assistance non rémunéré dans les comptes nationaux conduit à de graves sous-estimations dans tous les pays. Après avoir appliqué le taux de salaire d'un employé de maison au nombre d'heures consacrées aux travaux domestiques, l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social estime que cette omission grève le PIB de 10 à 39 pour cent. En intégrant le travail non rémunéré, les comptes nationaux représenteraient mieux la réalité de l'utilisation du temps, notamment pour les femmes. » (p. 134).

Le PNUD reprend donc textuellement l'analyse de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi dont nous avons montré les graves limites dans ce blog (<http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2009/09/16/commission-stiglitz-l'economie-la-montagne-et-la-souris/#more-31>) et aussi sur le site (<http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/stiglitz.pdf>) : limites en termes de conception de la richesse et de conception de la soutenabilité sociale et écologique. D'une part, donner une valeur monétaire à une activité déjà existante n'accroît en rien la quantité de valeurs d'usage dans la société. D'autre part, dans ces rapports, tout est ramené à du capital pour pouvoir retenir l'hypothèse de substitution entre les divers types de « capitaux » (économique, humain, social et naturel). Néanmoins, le PNUD livre un graphique intéressant montrant l'évolution de l'épargne nette ajustée en pourcentage du RNB comparée à celle des émissions de dioxyde de carbone (p. 99). Alors que la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi se contentait d'indiquer la baisse du taux d'épargne nette ajustée par rapport au RNB, ce taux restant tout de même positif depuis 1970, le PNUD met mieux en évidence l'impact probable de la croissance des émissions de dioxyde de carbone, c'est-à-dire du mode de développement, dans la dégradation de la soutenabilité.

Le PNUD dit faire sien le thème du mythe du marché autorégulateur cher à Karl Polanyi (p. 6), mais en fait il avance une conception du marché bien peu polanyienne. Le PNUD considère que le marché doit être « complété » par une action publique dans les domaines où il est défaillant pour fournir « des biens publics tels que sécurité, stabilité, santé et éducation » (p. 6 et 74). Or, pour Polanyi, il ne s'agit pas de compléter le marché mais de l'encadrer dans des institutions. L'écart avec l'anthropologue hongrois est encore manifeste lorsque le PNUD vante « le rôle clé du secteur privé dans l'avancement du développement humain » (p. 75). Il y a une certaine incohérence à, d'un côté, définir le développement humain par des aspects qualitatifs que précisément le marché ne peut fournir (sécurité, stabilité, santé et éducation) et, de l'autre, lui attribuer un rôle clé pour assurer le développement humain.

Au final, les rapports du PNUD sont toujours un outil de connaissance très précieux. Mais il ne faut pas y chercher un début de remise en cause du paradigme dominant en économie. La conception du développement qui est élaborée par le PNUD abandonne l'ancienne vision qui dominait, à savoir celle théorisée par Rostow à l'époque de la guerre froide. De même, le PNUD a tiré quelques leçons des échecs du Consensus de Washington. Mais on attend encore qu'il montre que la financiarisation de l'économie mondiale ne peut pas donner un développement humain. Et on risque d'attendre longtemps encore.